

<http://enseignants.se-uns.org/Rentree-2018-des-conditions-d-enseignement-degradees>



Rentrée 2018 : des conditions d'enseignement dégradées

- Fil d'actu -

Date de mise en ligne : lundi 5 février 2018

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

Le SE-Unsa s'associe aux syndicats SNUipp-FSU et SGEN-CFDT pour dénoncer les conditions dégradées d'enseignement qui s'annoncent au vu des postes prévus pour la rentrée 2018. Les mobilisations se multiplient dans les départements.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rentrée 2018 : des conditions d'enseignement dégradées en préparation

Dans les départements, la communauté éducative se mobilise par des rassemblements et des grèves au rythme des instances locales de préparation de la rentrée scolaire prochaine. Nos organisations parties prenantes de ces mobilisations alertent sur la dégradation à venir des conditions d'enseignement et d'apprentissage, dans les collèges et lycées comme dans les écoles.

Même en éducation prioritaire, les 3 880 postes attribués au primaire ne couvrent pas la poursuite demandée du dédoublement en CP et CE1.

En décidant une forte réduction des effectifs uniquement en CP et CE1 dans l'éducation prioritaire, et ce, sans en donner les moyens suffisants, le ministre va dégrader les conditions d'enseignement et d'apprentissage partout ailleurs. Pour équilibrer leurs dotations, les DASEN sont conduits à fermer beaucoup de classes, particulièrement en maternelle et dans le rural.

Conjuguées à une baisse du nombre d'élèves dans le premier degré, ces créations d'emplois d'enseignants auraient dû être l'occasion de diminuer les effectifs dans toutes les écoles où les classes sont surchargées, d'améliorer les remplacements, de développer les « plus de maîtres que de classes », les Rased, la formation des enseignants, ...

L'école primaire française largement sous-investie et marquée par des inégalités insupportables doit faire l'objet d'un engagement financier massif pour réaliser les transformations nécessaires sans peser sur le reste du système éducatif. Les choix faits par le gouvernement dans le budget 2018 ne répondent pas à cet enjeu de société.

Paris, le 5 février 2018